

LOGEMENT

Le Premier ministre complète le plan de relance de Nicolas Sarkozy en annonçant une « capacité d'engagement » supplémentaire de 350 millions d'euros pour l'Agence nationale de la rénovation urbaine.

Le gouvernement veut accélérer la rénovation urbaine des banlieues

DE NOTRE CORRESPONDANTE
À ORLÉANS.

Le Premier ministre, François Fillon, a annoncé hier une rallonge de 350 millions d'euros de « capacité d'engagement » pour l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) en 2009, afin d'amplifier le rythme des travaux dans les banlieues. « Il faut réaliser les opérations programmées, et aujourd'hui les accélérer », a-t-il martelé à l'occasion d'une visite dans le quartier de la Source à Orléans, en compagnie de trois autres ministres, Patrick Devedjian (mise en œuvre du plan de relance), Christine Boutin (Logement) et Fadela Amara (Politique de la ville).

L'objectif du gouvernement est de relancer des projets qui sont actuellement au point mort « parce que le coût réel des travaux est sensiblement supérieur aux prévisions initiales ». « Dans ces cas, le maître d'ouvrage ne peut réunir le financement nécessaire et l'opération ne voit pas le jour. Ce sont des situations absurdes dans le contexte économique actuel », a estimé François Fillon. Le Premier



A l'occasion d'une visite dans le quartier de la Source à Orléans, en compagnie de trois autres ministres, Patrick Devedjian, Christine Boutin et Fadela Amara, François Fillon a annoncé une rallonge de 350 millions d'euros pour l'Agence nationale de rénovation urbaine (Anru) en 2009.

ministre a souligné que cette dotation n'était « nullement une substitution qui viendrait compenser un quelconque désengagement de l'Etat », mais un « engagement supplémentaire au-delà des 12 milliards d'euros pour l'Anru qui sont financés par l'Etat et le 1 % logement ». Selon lui, « l'esprit [du] plan de relance, c'est de remettre du carburant là où les projets sta-

gent ». Le 1 % logement, a ajouté le Premier ministre, devra contribuer au financement de cet effort en « recentrant ses interventions ». Au demeurant, le mouvement du 1 % logement a anticipé cette demande puisque, pour équilibrer son budget après que l'Etat lui a ordonné de participer au financement de la rénovation urbaine, il a été dans l'obligation de sacrifier le

Pass-travaux qui aidait les ménages à financer leurs travaux d'amélioration. Pour 2009, l'Etat a demandé au 1 % logement d'injecter 320 millions d'euros supplémentaires dans l'Anru et 480 millions dans l'Agence régionale de l'habitat. Le président de l'Anru réunira dans les prochains jours un conseil d'administration exceptionnel pour débloquer les opérations concernées, qui devront « être exemplaires en termes de qualité urbaine et environnementale » et « favoriser la mixité sociale ».

Cette annonce vient compléter le plan de relance du chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, qui prévoyait déjà 200 millions d'euros de crédits de paiement supplémentaires pour l'Anru. Avec ces 350 millions d'euros, l'Etat compte débloquer 2 milliards d'euros de travaux, dont 1 milliard dès 2009, selon les calculs du gouvernement. Ils s'ajoutent aux 3 milliards de travaux déjà prévus l'an prochain. Au total, les projets de l'Anru concernent quatre millions d'habitants et mobilisent 42 milliards d'euros de travaux.

CHRISTINE BERKOVICIUS